Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Iraklis Haralambidis

Partie défenderesse: Calogero Casilli

en présence de: Autorità Portuale di Brindisi, Ministero delle Infrastrutture e dei Trasporti, Regione Puglia, Provincia di Brindisi, Comune di Brindisi, Camera di Commercio Industria Artigianato ed Agricoltura di Brindisi

Dispositif

Dans des circonstances telles que celles en cause au principal, l'article 45, paragraphe 4, TFUE doit être interprété en ce sens qu'il n'autorise pas un État membre à réserver à ses ressortissants l'exercice des fonctions de président d'une autorité portuaire.

⁽¹⁾ JO C 207 du 20.07.2013

Arrêt de la Cour (première chambre) du 11 septembre 2014 — Commission européenne/République portugaise

(Affaire C-277/13) ⁽¹⁾

(Manquement d'État — Directive 96/67/CE — Article 11 — Transport aérien — Service d'assistance en escale — Sélection des prestataires)

(2014/C 409/19)

Langue de procédure: le portugais

Parties

Partie requérante: Commission européenne (représentants: P. Guerra e Andrade et F.W. Bulst, agents)

Partie défenderesse: République portugaise (représentants: L. Inez Fernandes, T. Falcão et V. Moura Ramos, agents)

Dispositif

- 1) En ne prenant pas les mesures nécessaires pour que soit organisée une procédure de sélection des prestataires autorisés à fournir des services d'assistance en escale pour les catégories «bagages», «opérations en piste» et «fret et poste» dans les aéroports de Lisbonne, de Porto et de Faro, conformément à l'article 11 de la directive 96/67/CE du Conseil, du 15 octobre 1996, relative à l'accès au marché de l'assistance en escale dans les aéroports de la Communauté, la République portugaise a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cet article.
- 2) La République portugaise est condamnée aux dépens.

⁽¹⁾ JO C 233 du 10.08.2013

Arrêt de la Cour (septième chambre) du 11 septembre 2014 (demande de décision préjudicielle du Eparchiako Dikastirio Lefkosias — Chypre) — Sotiris Papasavvas/O Fileleftheros Dimosia Etaireia Ltd e.a.

(Affaire C-291/13) ⁽¹⁾

(Renvoi préjudiciel — Directive 2000/31/CE — Champ d'application — Litige en diffamation)

(2014/C 409/20)

Langue de procédure: le grec

Juridiction de renvoi

Eparchiako Dikastirio Lefkosias